



Photo : Fabrizio Pizzolante

Le Centre des conférences du Kirchberg a accueilli jeudi soir une conférence sur les cinq ans du Mécanisme européen de stabilité, une manière de faire le bilan de cette institution européenne.

Jeroen Dijsselbloem

Né le 29 mars 1966 à Eindhoven aux Pays-Bas, Jeroen Dijsselbloem est membre du parti travailliste PvdA. Il a été élu président de l'Eurogroupe le 21 janvier 2013 et réélu le 13 juillet 2015 par les ministres des Finances de la zone euro. Il a succédé à un certain... Jean-Claude Juncker.

L'homme politique a lui-même été ministre des Finances entre novembre 2012 et octobre 2017. Sa biographie indique qu'il a étudié l'économie et l'économie agricole à l'université de Wageningen entre 1985 et 1991. Mi-octobre 2017, il a été nommé conseiller stratégique auprès du Mécanisme européen de stabilité. Il exercera cette fonction jusqu'au 14 janvier 2018, date de la fin de son mandat à la tête de l'Eurogroupe.



Photo : Fabrizio Pizziolante

Klaus Regling

Né le 3 octobre 1950 à Lübeck en Allemagne, Klaus Regling dirige le Mécanisme européen de stabilité depuis 2012. Il est aussi le directeur général du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Il a travaillé pendant 40 ans en tant qu'économiste dans le public et le privé en Europe, en Asie et aux États-Unis. Il a passé dix ans au FMI à Washington et à Jakarta et dix ans au ministère des Finances allemand où il a préparé l'Union économique et monétaire de l'Europe. De 2001 à 2008, il a été directeur général des affaires économiques et financières de la Commission européenne. Entre 2008 et 2009, il a passé un an à la Lee Kuan Yew School of Public Policy à Singapour où il a étudié l'intégration financière et monétaire en Asie.



Photo : archives lq

Gaston Reinesch

Né le 17 mai 1958, Gaston Reinesch occupe depuis 2013 le poste de directeur général de la Banque centrale du Luxembourg (BCL). Il est diplômé de la London School of Economics et aussi professeur invité à l'université du Luxembourg. Il a été président de conseils d'administration dans divers sociétés (BGL BNP Paribas, SNCI, Post Luxembourg). En tant que gouverneur de la banque centrale nationale, il siège au conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE). Il a pris la place d'Yves Mersch qui a été nommé au directoire de la BCE, institution monétaire importante implantée à Francfort. Il était présent lors de la conférence de jeudi soir en sa qualité de directeur de la BCL.



Photo : archives lq

«Finissons l'Union bancaire!»

Lors de la conférence à Luxembourg sur les perspectives du Mécanisme européen de stabilité (MES), Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, a plaidé pour le renforcement du rôle de ce fonds de la zone euro.

L'événement du Bridge Forum Dialogue qui s'est tenu jeudi a permis au Néerlandais d'appeler à achever l'Union bancaire adoptée le 15 avril 2014.

De notre journaliste
Aude Forestier (avec AFP)

On fêtait, jeudi soir, au Centre des conférences du Kirchberg, un anniversaire particulier : les cinq ans du Mécanisme européen de stabilité financière (MES) (voir ci-contre).

Devant une salle comble et un premier rang réservé aux personnalités politiques luxembourgeoises, Klaus Regling, le directeur général de l'institution financière européenne, est revenu dans son discours sur les premiers moments de la MES. Outre le fait de réparer de la crise financière de 2008 qui a secoué les États-Unis, il a rappelé que l'Europe «était entrée dans une autre crise, la crise de la dette européenne». À cette époque pas si lointaine, un certain nombre de pays avaient perdu la confiance des investisseurs et

avaient été exclus des marchés. «C'était à cause des politiques économiques insoutenables qui ont conduit à une perte de compétitivité, à des déficits fiscaux et dans certains cas à de grandes bulles immobilières», a-t-il dit. Le résultat de tout ceci étant que certains gouvernements ne pouvaient plus se refinancer sur le marché obligataire. «Cela aurait pu conduire à leur défaut et éventuellement à leur départ de la zone euro», a-t-il continué.

Heureusement, ce scénario catastrophe n'a jamais eu lieu. Il ne faut pas oublier qu'en 2010 «la zone euro a premièrement organisé un paquet de prêts» destiné à la Grèce et qu'un an plus tard «le Fonds européen de stabilité financière a été établi». À noter que le FESF est appelé à disparaître, le Mécanisme européen de stabilité ayant pris le relais en 2013.

Selon Klaus Regling, la reprise qui a commencé en 2015 «s'est accélérée récemment». «La confiance parmi les consommateurs et les entreprises est au plus haut niveau depuis le début

«Je les aime tous beaucoup»

À l'issue de la conférence, Jeroen Dijsselbloem s'est prêté de bonne grâce au jeu des questions-réponses avec les journalistes présents. Interrogé par une journaliste sur les conseils qu'il pourrait donner à son successeur, le Néerlandais a répondu qu'il faudrait «faire très attention avec la conformité». Il a confirmé qu'il quitterait la présidence de

l'Eurogroupe en janvier 2018. Heureux de voir que quatre personnes, dont le ministre des Finances luxembourgeois, Pierre Gramegna, sont candidates à sa succession, le futur ex-patron de l'Eurogroupe n'a pas donné le nom de son favori. Il s'est contenté d'un «je les aime tous beaucoup», une réponse langue de bois qui ne vexera personne.

de la crise. La reprise est également bien synchronisée avec la croissance de chaque pays de la zone euro», a-t-il fait remarquer.

La zone euro va mieux

Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, l'autre intervenant important de la conférence s'est plutôt exprimé sur l'avenir. Pour lui, «la zone euro va beau-

coup mieux qu'il y a quelques années». D'après le Néerlandais, les investissements sont «en train de remonter», les exportations ont été tirées vers le haut et la dette de certains pays est «tous jours aussi haute». Il a ajouté que la création d'une union des marchés de capitaux devrait être «une priorité».

«Finissons l'Union bancaire», a-t-il lancé devant un auditoire très attentif. L'union en question per-

met une harmonisation des responsabilités en matière de «surveillance, de résolution et de financement au niveau européen et oblige les banques de la zone euro à se conformer aux mêmes règles», selon le site de la Commission européenne. Concernant le MES, Jeroen Dijsselbloem pense qu'il «pourrait jouer un rôle de stabilisateur des États membres confrontés à un grave choc économique, tout en les soutenant dans leurs nécessaires réformes». Il a également plaidé pour que le MES reste un organisme intergouvernemental. «Je ne vois pas beaucoup de soutien pour que le MES devienne une agence de la Commission européenne», a-t-il dit. «Je pense que le caractère intergouvernemental du MES nous a aidés à créer de la confiance entre les États membres», a-t-il ajouté. L'Allemagne, le plus gros contributeur financier au MES, ne souhaite pas qu'il devienne un organisme communautaire, car elle perdrait ainsi de son influence. Les droits de vote au MES sont proportionnels à la contribution au capital.

Le MES en huit questions

Parfois surnommé le «FMI» de l'Europe, le Mécanisme européen de stabilité a aidé quelques pays du Vieux Continent, dont la Grèce qui a connu une crise sans précédent ces dernières années.

Le MES a été mis en place pour fournir une aide financière aux États membres qui ont ou risquent de connaître de graves problèmes de financement.

Le Quotidien vous apporte quelques réponses sur cette institution installée au Luxembourg.

De notre journaliste
Aude Forestier

Qu'est-ce que le Mécanisme européen de stabilité?

Il s'agit d'un fonds commun de créances qui a été mis en place afin de pallier «la défaillance» d'un État faisant partie de la zone euro. Il est entré en vigueur le 27 septembre 2012. Il a commencé à fonctionner quelques jours plus tard, le 8 octobre. Il peut être vu comme un outil de gestion de crise dont le but est de maintenir la stabilité financière de la zone euro. Il a fait l'objet d'un traité qui a été ratifié et joint au traité de l'Union européenne.

Le «FMI» européen, comme il est parfois surnommé, est dirigé par Klaus Regling (*lire en page 2*) depuis sa création. Le siège de cette institution monétaire internationale est au Kirchberg. Il comprend un Conseil des gouverneurs composé des ministres des Finances des États membres. Sa présidence est assurée soit par le président de l'Eurogroupe, soit par un autre membre élu pour deux ans. Le MES comporte en outre un conseil d'administration et un directeur général «nommé pour cinq ans».

European Stability Mechanism



Le Mécanisme européen de stabilité apporte son aide aux États membres de la zone euro qui la demandent, à certaines conditions.

Pourquoi a-t-il été créé?

Il a été mis sur pied afin «d'enrayer» une spirale négative engendrée par une accumulation de dettes par un pays qui n'arrive plus à les rembourser (par exemple, la Grèce) et aussi de rassurer les marchés.

Comment fonctionne-t-il?

En réalité, il a à sa disposition plusieurs outils. Il a la possibilité d'accorder des prêts à des taux d'intérêt plus faibles que ceux rencontrés sur les marchés à un État en difficulté. Il peut acheter des obligations sur le marché primaire et secondaire d'un État membre et encore «fournir des

prêts pour assurer la recapitalisation d'établissements financiers tels que les banques», selon le site d'information sur l'Europe. En cas de risque d'endettement trop important, il peut «octroyer une assistance financière à titre de précaution».

Qui peut être aidé par le MES?

Le Mécanisme peut aider les États membres de la zone euro. Pour bénéficier de l'aide, il faut d'abord que l'État demandeur ait ratifié le traité ayant instauré le Mécanisme «ainsi que l'inscription du MES dans le traité de fonctionnement de l'UE» (l'article 136). Il doit, en outre, avoir souscrit au «traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance» et avoir «mis en place la

règle d'équilibre budgétaire qu'il implique». Le Mécanisme soutient son aide à une «stricte conditionnalité» qui peut être un programme d'ajustement macroéconomique «défini au cas par cas».

De quelle manière le Mécanisme décide-t-il de donner une aide?

Lorsqu'une demande d'assistance est reçue par le MES, la Commission européenne en lien avec la Banque centrale européenne évalue trois choses : la soutenabilité de l'endettement public, les besoins de financement et «le danger pour la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble ou de ses États membres». Le Conseil des gouverneurs prend la décision d'octroyer ou

non cette aide. S'il dit oui, la Commission européenne avec la BCE «négocie avec l'État concerné la conditionnalité dont est assortie cette facilité d'assistance financière». Le Conseil des gouverneurs «valide» ensuite le montant, le type d'assistance et les conditions de cette dernière.

Qui a-t-il déjà aidé?

Le Mécanisme a déjà donné un coup de main à la Grèce (depuis 2010), l'Irlande en février 2011 via le Fonds européen de stabilité financière (FESF), le Portugal en juin 2011, l'Espagne (décembre 2012) et Chypre (mai 2013).

Le Mécanisme est-il contrôlé?

Il semblerait qu'il n'y ait pas de

contrôle par un organisme extérieur. Le Parlement européen n'a pas de droit de regard sur ce que le MES fait. Les parlements nationaux peuvent donner leurs avis sans plus.

Pourquoi fait-il l'objet de critiques?

La prise de décision sur l'allocation ou non d'une aide serait ciblante. Les membres du Conseil des gouverneurs n'ont pas le même poids, car ils ont un nombre de voix proportionnel à leur contribution financière. L'Allemagne, la France et l'Italie, les plus gros contributeurs, peuvent imposer leurs exigences. Selon Tuteleurope.eu, ces trois pays ont un droit de veto «dans la mesure où ils disposent chacun de plus de 15 % des voix».

Les chiffres clés

Le Mécanisme européen de stabilité a été doté d'un capital de 700 milliards d'euros. Cette somme a été versée par les États membres. La capacité de prêts est de 500 milliards d'euros. Selon le site du ministère de l'Économie français, sur les 700 milliards, 80 sont libérables de suite au cas où un État de la zone euro se retrouve en difficulté financière. Les 620 milliards de capital restant devront être «appelés» par les contributeurs. «Pour lever cet argent, le MES pourra faire appel aux marchés financiers afin de le prêter à des taux bonifiés aux États en difficulté», écrit le ministre sur la page dédiée sur le MES.



Photo : archives lq

Les plus gros contributeurs sont l'Allemagne, la France et l'Italie.

Les dates à retenir

ÉTÉ 2007

Début de la crise financière avec la crise des subprimes.

2008

Début de la crise financière en Grèce.

2010

Les 16 et 17 décembre 2010 à la suite de la crise grecque, le Conseil européen décide de créer le mécanisme.

2011

Le 23 mars, le Parlement européen vote en faveur de la création du MES.

2012

Ratification du MES. Sa création consolide et fusionne deux entités : le FESF qui est limité à la zone euro et le MESF, Mécanisme européen de stabilité financière, un programme de financement d'urgence tributaire des fonds levés sur les marchés financiers, limité lui à l'Union européenne.

2012

Le 27 septembre, le mécanisme entre en vigueur.

8 OCTOBRE 2012

Date officielle de son inauguration.

DÉCEMBRE 2012

L'Espagne reçoit sa première aide du MES.

Mai 2013

C'est à cette date que Chypre obtient une première tranche d'aide financière de la part de l'institution monétaire.

AOÛT 2015

La Grèce reçoit son troisième paquet d'aide qui va jusqu'à 86 milliards d'euros.

13 SEPTEMBRE 2017

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, plaide pour une fusion du poste de président de l'Eurogroupe et de vice-président de la Commission européenne. Ce «ministre européen des Finances et de l'Économie» s'occuperait du MES.

8 OCTOBRE 2017

Le MES fête son cinquième anniversaire.